

Trêve ... et après?

Lorsque le gouvernement avait décidé de procéder aux premières expulsions des demandeurs d'asile déboutés, il l'avait fait la veille du ramadan. A la veille de Noël, il décide une suspension des expulsions. C'est comme s'il ménageait celles et ceux qui se sont offusqués de ces retours forcés, tout en n'ayant guère eu d'égards pour les musulmans expulsés et expulsables. Il est en effet remarquable comment la société civile s'est manifestée : que ce soient des voisins, des enseignants, des lycéens, de simples citoyens: les pages des journaux ne se sont point désempées ces dernières semaines pour exprimer colère, incompréhension et solidarité. Est-ce à dire pour autant que le gouvernement mettrait à profit la période de Noël pour infléchir sa politique? La trêve ne fait de sens que si elle est mise à profit pour repenser une attitude.

Dura lex, sed lex

C'est le respect de la loi qui est invoqué. Il est vrai que les déboutés du droit d'asile ont épuisé leurs moyens pour invoquer la protection de la convention de Genève. Les tribunaux administratifs ont confirmé ces refus du Ministre de la Justice.

Mais à côté de la législation de l'asile, nous avons d'autres lois, comme notamment celle de 1972 gérant l'immigration. Pays d'immigration par excellence, le Grand Duché a su bâtir sa prospérité avec les étrangers, qui tous statuts confondus, représentent les deux tiers de la main d'oeuvre salariée. Par ailleurs un accord de main d'oeuvre avec la Yougoslavie sommeille dans les tiroirs. Il s'avère que malgré le ralentissement économique, notre économie doit recourir à des têtes et à des bras supplémentaires venant d'ailleurs, notamment pour le secteur de la gastronomie.

Le tribunal administratif avait retenu le 12 août 2002 que les situations des déboutés devaient être revues cas par cas. Des éléments nouveaux ont été présentés depuis lors, dont notamment des promesses d'embauche. Ces démarches avaient été reconnues comme demande d'autorisation de séjour par le Ministre de la Justice et nous voilà donc de plein pied dans le cadre d'une autre législation.

Summum ius, summa iniuria

Trop de justice conduit vers l'injustice. A force de n'invoquer que la loi, ou plus précisément, comme nous l'avons vu, certaines lois, on en ignore d'autres, et l'on aboutit à des situations inhumaines, voire grotesques. En effet, les retours forcés vers un avenir incertain et à coups de dizaines de milliers d'euros pour chaque avion charter, des opérations à ce point ciblées qu'elles concernent d'abord les familles avec enfants, des retours prioritaires pour les indécis plutôt que pour les volontaires, tout cela devrait pouvoir être matière à réflexion en cette période de fête. Certains de nos responsables auront sans doute l'occasion de réécouter les messages lointains de la famille de Galilée ne trouvant pas de logis, puis fuyant la persécution. Comparaison n'est pas raison, écraser les petites gens avec des textes peut être politiquement rentable, sans pour autant être raisonnable.

Les associations proches des déboutés cherchent le dialogue avec le gouvernement depuis la mi - juillet, sans résultat. Après la première expulsion de début novembre ces mêmes associations demandent la mise en place d'un médiateur, pas de réaction. Le gouvernement a d'autres préoccupations ...

Pendant ce temps-là, la mobilisation humaine continue au niveau de lycéens, de donateurs privés, d'initiatives de voisinage, etc. Le gouvernement passif cède la place à l'acte citoyen et humanitaire. Quelle face prévaudra côté officiel après la trêve? L'opportunité électorale ou la responsabilité humaine et la volonté de dialogue?

Bonnes fêtes à toutes et à tous, et bonne après-trêve !

Le conseil d'administration de l'ASTI

NEIN ZUM "KRIEG GEGEN DEN TERRORISMUS"

Berliner Deklaration

Das IPB lanciert eine Kampagne auf der Basis eines Textes, der militärische Gewalt als letztes Mittel nicht ausschließt. Die derzeit von den USA betriebene Strategie aber läuft dem Ziel einer Welt-Rechtsordnung zuwider.

Der "Krieg gegen den Terrorismus" funktioniert nicht. Jede Woche gibt es neue Berichte von Bombenattentaten und Geiselnahmen in verschiedenen Teilen der Welt - Moskau, Bali, Mombasa...

Der "Krieg gegen den Terrorismus" kann nicht funktionieren. Er kann es nicht, weil Terrorismus ein Verbrechen ist, Ausdruck einer neuen Art weltweit operierender privatisierter Gewalt. Das Wort "Krieg" würdigt den Terroristen als "Feind", nicht als Verbrecher. Es teilt die Welt zwischen "uns" und "denen" und genau das ist es, was Terroristen wollen. Es verleitet zu weiteren Gewaltakten gegen Unschuldige und nährt Gefühle von Hass und Rache, die zum Terrorismus führen.

Wir befinden uns am Rande eines sich steigernden Prozesses weltweiter Gewalt, ähnlich dem Israel-Palästina-Konflikt im Weltmaßstab. Dieser drohende

Kreislauf der Zerstörung könnte die Gefahr einer Anwendung nuklearer, chemischer und biologischer Waffen, völkermörderischer Verbrechen und unvorhersehbarer Terrorakte mit sich bringen, ganz zu schweigen von weiteren US-"Vorbeugungs"-Schlägen, die sich als Fehl-Schläge erweisen würden.

In unserer globalisierten, voneinander abhängigen Welt kann es keinen "gerechten Krieg" geben. Aber wir benötigen legitime Machtmittel, um privatisierte Gewalt einzudämmen. Daher gibt es immer noch eine Aufgabe für militärische Kräfte: Völkerrecht durchsetzen, Menschen schützen, wo Polizei dies tun sollte, aber nicht kann.

Wir appellieren an Regierungen, Parlamente, Nichtregierungsorganisationen, verantwortungsvolle WissenschaftlerInnen und Medien, KünstlerInnen, Hochschulen, spirituelle Gemeinschaften und BürgerInnen, sich dem Krieg und dem Unilateralismus entgegenzustellen und sich aktiv für eine andere Terrorbekämpfungsstrategie einzusetzen. Diese Strategie muss multilateral und kooperativ sein und auf die Errichtung einer globalen Rechtsordnung hinarbeiten. Sie sollte einschließen:

1) die Förderung humaner Werte und Normen, die internationales Recht untermauern sollten. Menschenrechte sollten in einer nicht-selektiven Weise angewendet werden - im Irak ebenso wie in Saudi-Arabien, in Tschetschenien und Russland, in Pakistan ebenso wie in Afghanistan. Nötig ist ein echter Dialog zwischen allen, die auf Demokratie setzen, um dauerhafte Lösungen für jene Welt-Konflikt-herde zu finden, die Terrorismus entstehen lassen: Somalia, Kongo, Sudan, Kaschmir, Tschetschenien, um einige der besonders wichtigen zu nennen.

2) die Schaffung von Verfahren, um internationales Recht durchzusetzen. Der Internationale Strafgerichtshof sollte so schnell wie möglich und ohne Ausnahmen arbeitsfähig gemacht werden. Schutzstreitkräfte in europäischem oder globalem Rahmen sollten aufgestellt werden, die bei bewaffneten Konflikten ZivilistInnen schützen und jene gefangennehmen, die Verbrechen an ihnen begehen.

3) die weltweite Steigerung der Ausgaben, um eine Welt-Rechtsordnung zu finanzieren und globale öffentliche Aufgaben, wie die Bekämpfung des Elends oder die Erhaltung der Umwelt ebenso wie für weltweite Rechtsstaatlichkeit nötige globale Justiz- und Polizeieinrichtungen angemessen ausstatten zu können

Wir behaupten nicht, dass diese Strategie den Terrorismus völlig verschwinden lassen kann. Machbar ist bestenfalls, den Terrorismus einzudämmen und sein Ausbreiten und Eskalieren zu verhindern. Aber wir meinen, dass wir Demokratie und Rechtsstaatlichkeit nicht länger nur in einem Teil der Welt bewahren können. Krieg würde diese uns kostbaren Werte zerstören. Allein durch die weltweite Verwirklichung dieser Werte begründet Hoffnung. Dies ist eine Aufgabe für jeden Menschen und jede Regierung.

Unterschriften aus Europa und den USA, aus Russland und Weißrussland, Afrika, Asien, Lateinamerika, von Nobelpreisträger Günter Grass, europäischen PolitikerInnen, AktivistInnen-Netzwerken und AkademikerInnen.

InitiatorInnen: Eva Quistorp, Mary Kaldor, Erhard Eppler, Mient Jan Faber (Internationales Friedensbüro, mit Sitz in Genf, www.ipb.org)



Große Anti-Kriegs-Demo vom 19. Oktober in Luxemburg.

PAS DE GUERRE CONTRE L'IRAK!

Stop the United States of Aggression!

Michel Collon, connu pour ses livres et prises de position anti-impérialistes, lance un appel nettement plus virulent contre la guerre.

Nous nous opposons à la guerre globale déclarée le 21 janvier 2002 par le président Bush aux pays et mouvements qui refusent de se soumettre à l'hégémonie mondiale des Etats-Unis.

Nous nous opposons à la guerre contre l'Irak, préparée par un pays, les Etats-Unis, dont le budget militaire dépasse celui des neuf autres grandes puissances mondiales réunies.

Aucune arme de destruction massive n'a causé autant de victimes que les 110.000 raids aériens et les douze ans d'embargo contre l'Irak. L'Irak est un pays exsangue, qui pleure 1,5 million de victimes. Un pays du tiers-monde, dont 95 pour cent de la capacité militaire est détruite, de l'aveu de responsab-

les des inspections en désarmement de l'ONU. Aucun de ses voisins ne considère l'Irak comme une menace.

Nous voulons empêcher Bush de mettre le Moyen-Orient à feu et à sang dans le seul but de garder le contrôle sur les richesses pétrolières de la région et d'installer au pouvoir des potentats prêts à investir les profits du pétrole dans une économie américaine sur-endettée. En tentant de renverser Saddam Hussein, Bush veut avoir les mains libres pour s'attaquer aux Palestiniens, à l'Iran, à la Syrie et même à l'Arabie Saoudite où grandit l'opposition au pillage par les USA. Une nouvelle guerre contre l'Irak augmente beaucoup le danger de guerres d'envergure toujours plus grande.

Nous nous opposons à la guerre dont les dommages collatéraux s'appellent racisme et destruction des droits démocratiques: les mouvements de libération sont taxés de terroristes, les grèves sont déclarées antipatriotiques et des millions de citoyens sont embrigadés dans la surveillance de leurs concitoyens.

Reconstruire l'Irak coûterait 50 milliards de dollars. Les USA et leurs alliés sont prêts à dépenser le double pour détruire entièrement ce pays. Cet argent sera prélevé sur les budgets du social, de l'enseignement, de la santé et du logement dans les pays alliés des Etats-Unis. Pour toutes ces raisons, nous exigeons:

Pas de guerre contre l'Irak! Arrêtez les bombardements! Levée de l'embargo contre l'Irak! Aucune ingérence étrangère!

Un Etat palestinien maintenant! Soutien à la résistance du peuple palestinien!

Nombreuses signatures, voir sous www.stopusa.be

Sont à l'initiative de cet appel: Michel Collon (journaliste et écrivain), Dirk Adriaensens (S.O.S. Irak - Belgique), Luk Brusselaers (S.O.S. Enfants d'Irak - Pays Bas)